

Intermittents et Précaires : Assemblée Générale

à Bagnolet, 59 av du Général de Gaulle, MÉTRO : Galliéni ligne 3 à 150 m en sortant à droite.

<http://www.lechangeur.org/>

Cela fait bientôt 9 mois que ce gouvernement est en place et nous ne constatons pas d'amélioration du traitement fait à des intermittents et précaires qui restent en butte à la même machine kafkaïenne, à la même stigmatisation, alors que les ayants droits sont a priori considérés comme des fraudeurs et des profiteurs.

On s'est jusqu'à maintenant contenté de propos lénifiants ou d'annoncer une « hausse » du RSA de 26 centimes la journée... qui ne s'appliquera qu'en septembre prochain, tout en avalisant, après des plissements de front indignés, les plans de licenciement, pendant que près de 6 chômeurs sur 10 ne sont même pas indemnisés par l'Unedic.

S'il y a un déficit, c'est en matière de solidarité.

Nous recevons des centaines d'intermittents et de précaires qui voient leur dossiers bloqués, leurs conditions d'existences mises en danger par des institutions sociales (Pole emploi, Caf, ...) dont l'objectif n'est ni la solidarité ni même l'application du droit, et qui, au nom de la raison comptable, alimentent la précarisation, contribuent à assujettir chacun à la société entreprise.

La faillite des finances publiques est annoncée par ceux là même qui l'ont provoquée et il est prévisible qu'elle servira encore de prétexte à de prochaines réformes destructrices des droits collectifs.

Contre l'assurance chômage et en particulier l'indemnisation

des intermittents nous assistons à une guerre psychologique menée par les médias sous l'égide d'une institution d'Etat, la Cour des comptes.

Malgré les travaux et enquêtes qui ont démontré que l'invention de nouvelles ressources et leur mutualisation était nécessaire et possible, de récentes auditions sur l'assurance chômage à l'Assemblée nationale et au Sénat ont permis de vérifier que l'idéologie libérale domine encore, quitte à chercher à la marge des aménagements mineurs pour légitimer la prévalence de sa logique. Les efforts réalisés pour expliquer la réalité de nos situations et faire des propositions communes pour de nouveaux droits ne suffiront pas.

Face à une propagande éhontée qui falsifie les faits, il nous faut réagir, organiser la riposte.

Les festivals approchent. Les perturber resterait le meilleur moyen de faire comprendre aux managers de cette société ce que rapporte réellement la culture. Même si l'on considère par ailleurs la culture comme fondamentale pour l'émancipation individuelle et collective, de coûteuses perturbations aideraient les décideurs à constater qu'en réalité les frais occasionnés pour financer les droits sociaux dans ce secteur productif sont faibles.

Nous vous invitons à nous retrouver pour une assemblée générale afin de commencer à organiser et envisager ensemble les actions à venir.

Ce que nous défendons, nous le défendons pour tous !

Ordre du jour et déroulé (non exhaustif) :

Introduction : situation politique, réforme Unédic et précarisation, crise dans le cinéma suite à la nouvelle convention collective, infos diverses.

intervention de Mathieu Grégoire (maitre de conférence à l'Université de Picardie) sur le prétendu déficit des annexes 8&10.

débat sur les modes actions et mobilisations

préparation d'une grande assemblée en mars avec les organisations signataires de la plate forme du comité de suivi et plus si affinité.

projection d'un nouveau ciné tract de la cip-idf sur l'intox du déficit des annexes 8&10

Fin de l'AG et discussion autour d'une soupe et d'un verre.

Merci de prendre le temps d'[écouter ou de lire en cliquant ici la récente audition de la cip-idf à l'Assemblée nationale ainsi que celle de Mathieu Grégoire.](#)